

## APPEL D'OFFRES OUVERT

### Marché n°2025-19

#### MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS INTERIMAIRES

- Lot 1 : Métiers filière logistique (non-cadre et cadre),
- Lot 2 : Métiers filière administrative/communication (non-cadre et cadre).

## ANNEXE 2 RELATIVE À LA CLAUSE SOCIALE

COMMUNE AUX DEUX LOTS

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES EN PARTENARIAT AVEC :



 Clause sociale

VERSION 1 DU 13 JUIN 2025

## SOMMAIRE

1 - Promotion de l'insertion et de l'emploi.....	3
2 - Le public éligible .....	3
3 - Volume d'heures réservées .....	4
4 - Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	5
5 - Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion et de formation.....	5
6 - Comptabilisation des heures d'insertion, de formation et durée d'éligibilité des salariés en insertion. ....	6
7 - Les modalités de suivi et de contrôle de l'action d'insertion .....	7
8 - Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique.....	7
8 - Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale .....	8

## **1 - Promotion de l'insertion et de l'emploi**

Santé publique France, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique du 1er avril 2019 en incluant dans ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, Santé publique France souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value, que ce soit au Titulaire ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause. Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base de tâches confiées, avec un niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché, mais aussi grâce à la possible mise en œuvre d'actions de formations et/ou de tutorat permettant de faciliter l'intégration des bénéficiaires.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, Santé publique France a mandaté [Paris Est Marne & Bois](#), dans le rôle de facilitateur à la fois dans :

- la préparation des réponses des candidats à l'appel d'offres de l'accord-cadre,
- pour la réalisation de la démarche d'insertion des Titulaires de l'accord-cadre.

## **2 - Le public éligible**

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion, de formation et de promotion de l'emploi, les personnes en difficulté d'insertion professionnelle dont l'éligibilité doit être établie par le facilitateur mandaté par Santé Publique France, préalablement à leur mise à l'emploi et parmi les catégories suivantes :

### **1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :**

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT ;
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) sous réserve de leur éligibilité ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

## **2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :**

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à France Travail) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Allocataires du RSA en recherche d'emploi ou leurs ayants droit ;
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- f) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit de niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - en accompagnement renforcé de type PACEA, en sortie de dispositif CEJ, sous contrat SMA, SMV, EPIDE, en parcours E2C (Ecole de la Deuxième Chance) ;
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- g) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- h) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- i) Personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Comme les CCAG le précisent et afin de prévenir toute difficulté d'exécution, l'éligibilité des publics doit être vérifiée préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale repose uniquement sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance).

Idéalement, les publics proposés sur les missions basées à St Maurice (94) seront issus du territoire Paris Est Marne & Bois

En cas de doute sur l'éligibilité des candidats, et en dernier lieu, le facilitateur tranchera sur la base des critères IAE [Décret n° 2021-1128 du 30 août 2021 relatif à l'insertion par l'activité économique] : [📄 Les critères d'éligibilité IAE – Les emplois de l'inclusion](#)

## **3 - Volume d'heures réservées**

**L'entreprise titulaire de chaque lot** s'engage pour l'exécution de ce marché à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de **110 heures par tranche de 100 000 € HT de facturation**.

**Le titulaire peut préciser un nombre d'heures minimum pour enclencher la mise en œuvre, elle doit le décrire dans son offre.**

En cas de sous-traitance, l'entreprise titulaire s'engage à contacter le facilitateur afin d'échanger avec lui sur une répartition convenable de la volumétrie d'insertion sous-traitée.

En tant qu'entreprise titulaire, elle reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

#### **4 - Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Dès l'attribution du marché, l'entreprise titulaire s'engage à contacter les facilitateurs de Paris Est Marne & Bois afin de coconstruire une véritable stratégie d'insertion favorisant l'accès à un emploi durable avec le souci d'un accompagnement qualitatif des bénéficiaires en insertion tout au long de l'opération.

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission de :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- Accompagner et conseiller l'entreprise :
  - dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et le facilitateur) ;
  - dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire Paris Est Marne & Bois concerné par la spécificité du marché ;
- Mesurer et communiquer auprès de Santé Publique France et de l'entreprise titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

#### **Contacts :**

- Pascale Viot, cheffe de projet clauses sociales : [pascale.viot@pemb.fr](mailto:pascale.viot@pemb.fr) – 01.84.23.51.58 / 06.48.29.49.34
- Sébastien Pigniez, facilitateur des clauses sociales : [sebastien.pigniez@pemb.fr](mailto:sebastien.pigniez@pemb.fr) – 01.84.23.31.35 / 06.07.27.83.65

#### **5 - Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion et de formation**

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par l'entreprise titulaire selon une ou plusieurs des modalités énoncées à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, et notamment :

- **L'embauche directe** de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) ;
- **La mise à disposition de salariés** éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), d'une

entreprise adaptée (EA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification-(GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT<sup>1</sup>) ;

- **Le recours à la sous-traitance** ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du marché (administratif, communication, logistique).

Les recrutements peuvent concerner tous types de postes selon les besoins de l'attributaire pour réaliser ses prestations et selon les profils des personnes éligibles aux clauses d'insertion.

## **6 - Comptabilisation des heures d'insertion, de formation et durée d'éligibilité des salariés en insertion.**

À compter de son embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché au titulaire par Santé Publique France et se clôturera à la date de fin de marché. La durée maximum de comptabilisation des heures d'insertion pour une même personne est limitée à 24 mois.

Seront comptabilisées :

- Toute heure de travail réalisée sur l'opération et dûment payée au salarié ou au prestataire d'insertion dans le cas de mise à disposition ou de sous-traitance/co-traitance
- Pour les personnes embauchées en contrat d'alternance, les heures de travail ainsi que les heures de formation.

### **- Comptabilisation des heures de formation**

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ayant lieu en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.) ne sont pas comptabilisées.

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise titulaire est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI et accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voire à l'issue de la fin de la période d'essai.

---

<sup>1</sup> La mise à disposition de salariés en insertion par une ETT est régie par [l'accord du 7 septembre 2005](#) relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L. 124-2-1-1 du code du travail, prévoyant notamment la mise en place d'une [convention tripartite sur le plan d'accompagnement et de suivi dans l'emploi](#).

- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

## **7 - Les modalités de suivi et de contrôle de l'action d'insertion**

Conformément aux articles 16.1.2 du CCAG-FCS :

- L'entreprise titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de Santé Publique France et du facilitateur.
- A l'initiative de Santé Publique France, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec l'entreprise titulaire et le facilitateur et le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 à 2 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication mensuelle avant le 15 du mois suivant.
- Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée au facilitateur, récapitulatif des factures, etc. traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

Santé Publique France accorde un bonus représentant 15% des heures effectuées en cas de sous-traitance à une Entreprise d'insertion ou un Chantier d'insertion du territoire, ces 15% valorisent l'encadrement technique nécessaire.

- Recruter en contrat(s) durable(s) : CDD > 6 mois, CDI

L'entreprise décrit dans la note relative à la clause d'insertion annexée au contrat l'ensemble de la démarche d'insertion

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 19 du CCP.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle l'entreprise titulaire s'est engagée, tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché, un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par l'entreprise titulaire à destination de Santé Publique France.
- Le facilitateur transmet un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché, à destination de Santé Publique France.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion. Seul le facilitateur est habilité à valider le bilan définitif des heures d'insertion réalisées sur l'opération.

## **8 - Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique**

En tout état de cause, le Titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer Santé publique France et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, Paris Est Marne & Bois étudie avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion, Santé publique France peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le CCP.

Lorsque le Titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai Santé publique France et le facilitateur.

À ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le Titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le Titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recours à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

#### **8 - Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale**

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le CCP, Santé publique France applique une pénalité dans les conditions définies à l'article 19 du CCP.